

Caire au début du mandat du président Amine Gemayel ne semble pas près de se renouveler, tout au moins dans un avenir proche.

Qu'est-ce qui entrave donc l'Égypte ? Il est facile de dire qu'elle est prisonnière des accords de Camp David et de l'accord de paix avec Israël. Mais on peut aussi mentionner la politique générale initiée sous le règne du président Moubarak, et qui repose sur l'absence de décision. Les meilleurs exemples en sont l'évolution des relations avec Israël, qui demeurent depuis 1982 au niveau de l'échange de chargés d'affaires, et des relations avec les Arabes : l'Égypte préfère établir des relations diplomatiques avec chaque État à part, en s'abstenant de tout mouvement sérieux en vue d'un retour à la Ligue Arabe. C'est ce qui peut expliquer pourquoi le succès enregistré par Le Caire lorsque Amman a rétabli ses relations avec lui est demeuré sans lendemain.

Khaïrallah KHAÏRALLAH
al-Nahar, 2 février 1986

LES ARABES PERDENT L'ANDALOUSIE POUR LA SECONDE FOIS

Au matin du vendredi 18 janvier dernier, le gouvernement espagnol annonçait la reconnaissance de l'État d'Israël et l'établissement de relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs. Cette décision est intervenue après une longue attente israélienne, entrecoupée de contacts et de négociations secrètes ou publiques visant à déterminer le moment de rendre publique cette décision et non pas la décision de reconnaissance elle-même qui était acquise depuis la première rencontre, dans le cadre de l'Internationale Socialiste, entre le premier secrétaire du parti socialiste espagnol au pouvoir, Felipe Gonzalez, et le chef du parti travailliste israélien, Shimon Pérès.

Malgré l'importance que revêtait la reconnaissance espagnole de l'État sioniste, l'Espagne étant le seul pays européen à avoir refusé de reconnaître Israël depuis

sa création, les dirigeants israéliens ont veillé avec une habileté qui à certains moments frisait l'indécence, à présenter cette « décision historique » comme une forme d'excuse pour « l'erreur historique » commise par les gouvernements espagnols successifs, erreur que le gouvernement socialiste actuellement au pouvoir serait venu corriger.

Dans cet esprit, le gouvernement israélien s'est montré très économe dans l'expression de sa joie devant l'événement. Le premier ministre Shimon Pérès s'est contenté de saluer l'initiative espagnole par des propos de circonstance très polis, tout en prononçant une phrase révélatrice : « L'Espagne met fin par cette reconnaissance à une hostilité aux juifs qui aura duré cinq cents ans. » L'amalgame sciemment opéré entre la condition historique des juifs et l'État sioniste n'est pas une nouveauté chez les dirigeants israéliens. Les dirigeants sionistes ont en effet pris l'habitude de se comporter avec les chefs d'État étrangers comme si toute aide accordée à Israël était la réparation d'une faute. mais ce qui est nouveau et surprenant, c'est que la diplomatie espagnole a suivi le raisonnement sioniste, fonçant tête baissée dans le piège qui lui était tendu. Et voilà que le ministre espagnol des Affaires étrangères, Fernando Ordonez, déclare à l'instant de la reconnaissance par son gouvernement d'Israël, que l'Espagne met fin par là à une « anomalie historique ».

L'Espagne a donc quitté par la sphère de l'anormalité pour respecter la règle. Et la règle exige d'adhérer aux choix politiques et stratégiques de l'Europe occidentale, condition de la participation espagnole à son activité économique. Il est maintenant connu que la reconnaissance d'Israël était une des principales lettres d'accréditation exigées de l'Espagne en vue de son admission dans la CEE. Il n'en est pas de meilleure preuve que le choix de La Haye, capitale des Pays-Bas qui président actuellement la CEE, comme lieu de signature de l'acte de reconnaissance et de sa consécration, avec la rencontre solennelle entre le premier ministre espagnol, Felipe

Gonzalez, et son homologue israélien, Shimon Pérès, qui ont tenu à cette occasion à adresser un hommage chaleureux à la communauté européenne.

Ainsi, le gouvernement socialiste de Gonzalez a mis fin à la rupture officielle entre l'Espagne et Israël, rupture dans laquelle l'État sioniste avait joué un grand rôle. Il avait en effet refusé de reconnaître aux Nations unies le régime du général Franco, non pas tant pour protester contre sa politique de répression interne, mais parce qu'il avait été lié à Hitler et Mussolini, ce qui le classait au nombre des « ennemis du peuple élu ». Après la mort de Franco, Israël a commencé à demander à l'Espagne de « réparer ses fautes », à savoir « l'oubli » des juifs, et à réitérer sa demande de reconnaissance. Mais cette demande s'est heurtée à un refus constant entre 1976 et 1979 de la part du premier ministre espagnol de l'époque, Adolfo Suarez. Son refus n'était pas catégorique et il variait selon les circonstances. C'est ainsi que dans un premier temps, Suarez conditionnait l'établissement de relations diplomatiques avec Israël, à ce que son pays soit précédé dans cette voie par un pays arabe. Mais lorsque le président égyptien Sadate a reconnu l'État d'Israël, la diplomatie espagnole a posé une nouvelle condition, le retrait d'Israël des territoires arabes occupés en 1967. Suarez avait à cette époque effectué une tournée de plusieurs capitales arabes, réaffirmant la profondeur des liens existant entre les Espagnols et les Arabes. L'accolade qualifiée « d'historique » qu'il avait donnée à Yasser Arafat, avait alors anéanti les espoirs des dirigeants israéliens de voir l'Espagne reconnaître leur pays. Mais les circonstances n'ont pas tardé à se modifier progressivement en faveur d'Israël. Sous le gouvernement de Leopoldo Calvo Sotelo, des délégations israéliennes ont commencé à arriver à Madrid, pour y mener des entretiens axés principalement sur le problème de la reconnaissance. Celle-ci semblait probable en 1982, avant que les massacres de Sabra et Chatila ne la remettent en cause, en raison des réactions

qu'ils avaient provoqué dans l'opinion espagnole. L'arrivée des socialistes au pouvoir a modifié radicalement la situation. Gonzalez rencontrait son camarade de l'Internationale Socialiste, Shimon Pérès, en avril 1983. Et il semble bien qu'ils se soient mis d'accord sur les modalités de la reconnaissance dès leur premier entretien. Les journaux espagnols révèlent aujourd'hui que des représentants israéliens quasi-officiels étaient venus en Espagne depuis des années. Parmi eux, un responsable militaire qui avait fait de nombreuses propositions, dont certaines ont abouti à une coopération dans le domaine des services de renseignement, et à la fourniture à l'Espagne d'avions-espions israéliens.

Tout cela indique que la décision de reconnaître Israël était prise depuis longtemps, et que les discussions ne portaient que sur le choix du moment le plus opportun pour la rendre publique. C'est pourquoi ni la reconnaissance ni même la date de son annonce ne constituaient une surprise pour personne, sauf pour les Arabes, ou tout au moins pour certains d'entre eux. La diplomatie arabe s'est longtemps complue dans l'idée qu'elle se faisait traditionnellement de l'Espagne comme « l'ami de toujours des Arabes ». Elle a oublié ou feint d'oublier que les amitiés ont besoin d'être confortées, que l'ami doit être ménagé, et qu'il faut lui accorder l'attention qu'il mérite. Cette diplomatie semble ne s'être que récemment rendue compte de son impuissance et du fait que la situation lui échappait complètement, puisqu'elle n'a pas été capable d'exercer la moindre influence pour amener l'Espagne à revenir sur sa position, ni même de la convaincre d'élever le statut à la représentation de l'OLP à Madrid. La meilleure illustration de ce que nous énonçons reste le spectacle qu'ont offert les diplomates arabes à la télévision espagnole, au moment d'entrer chez un responsable du ministère des Affaires étrangères qui devait leur annoncer, la veille de la reconnaissance d'Israël par son gouvernement, que la décision était définitive et irrévocable. Le silence prédominait, les visages étaient

pratiquement inexpressifs, malgré le sourire forcé arboré par certains d'entre eux et qui dissimulait mal leur amertume.

Un dernier mot sur les juifs d'Espagne. D'après les déclarations officielles, il y aurait 271 Israéliens résidents. Il y a aussi douze mille juifs espagnols originaires du Maroc pour 95 % d'entre eux, qui se répartissent dans les régions suivantes : Madrid, Barcelone, Ceuta et Melilla, les îles Canaries et Valence. Cette communauté n'a eu aucune réaction de masse à la décision espagnole, encore que le grand rabbin d'Espagne ait célébré un office à cette occasion, dans lequel il a formulé des vœux de prospérité pour le roi Juan Carlos et le premier ministre Felipe Gonzalez, sans oublier bien sûr Shimon Pérès.

L'Espagne a pris sa décision et elle n'y reviendra pas. Israël a incontestablement enregistré un nouveau succès diplomatique sur les Arabes. Les Arabes hésitent toujours entre admettre cette amère réalité et tenter de la contrer, ou tout au moins d'en atténuer les effets. Mais on ne voit pas la possibilité qu'ils obtiennent une compensation adéquate dans un avenir proche, le minimum attendu étant l'élévation de statut de la représentation diplomatique de l'OLP au rang d'ambassade.

Kâdhim JIHÂD,
al-Yawm al-Sâbi', 3 février 1986

GUERRE AUX ARABES D'AMÉRIQUE

« Maintenant, quant je traverse la rue, je regarde à droite et à gauche, devant et derrière moi, et j'ai peur. Mais cela ne m'empêchera pas de continuer à les combattre... Ces salopards. »

Pour qui connaît l'ancien sénateur américain d'origine libanaise, James Abourezk, ces paroles ont de quoi surprendre. Car il n'est pas homme à se laisser impressionner facilement. Aussi robuste physiquement que moralement, il pratique l'haltérophilie et marche d'un pas assuré. Têtu, lorsqu'il s'engage dans une bataille,

il est difficile qu'il s'en retire avant la fin. Les faibles viennent à lui et il les soutient. Il est l'avocat des causes perdues, qu'il défend jusqu'avec ses crocs. Il est féroce quant il affronte ses adversaires et défend les causes auxquelles il croit. Pourquoi donc manifeste-t-il tant d'inquiétude et pourquoi a-t-il peur lorsqu'il s'apprête à traverser la rue ? Et est-il le seul à avoir peur, ou bien reflète-t-il les craintes de sa communauté ethno-culturelle, celle des Américains d'origine arabe ?

Les Américains d'origine arabe, de même que les Arabes résidant aux États-Unis, payent le prix de la détérioration des relations entre ce pays et le monde arabe. A chaque guerre israélo-arabe, ils doivent craindre les réactions du gouvernement et du peuple américain. Et chaque fois qu'une opération est dirigée contre des intérêts ou des ressortissants américains au Proche-Orient, ils sont envahis par l'anxiété et l'incertitude. Cette crainte ne les avait jamais conduit à prendre garde quand ils traversent la rue, avant que le terrorisme interne ne s'en prenne à leurs principales institutions politiques.

En août dernier, la police découvrait une bombe à retardement placée devant les bureaux du Comité de lutte contre la discrimination des Arabo-américains (ADC) à Boston. En octobre, une machine infernale explosait à la porte du directeur régional de ce même comité à Los Angeles, Alex Audi, qui y a trouvé la mort. Le 27 novembre, un incendie détruisait le siège principal du comité dans la capitale Washington. Les menaces par téléphone, lettres et télégrammes adressés aux responsables du comité et à son fondateur, l'ancien sénateur James Abourezk, ne connaissent ni trêve ni limites. Au cours des quatre derniers mois, les terroristes n'ont pas épargné de leurs menaces de dynamitage, les mosquées et les institutions islamiques. Cette campagne s'était intensifiée lors du détournement de l'avion de la TWA sur Beyrouth, puis s'était calmée après le dénouement, pour reprendre de plus belle après le détournement du paquebot italien l'*Achille-Lauro*.